

# La question de l' influence grandissante de Moscou

Hongrie L'ancien Premier ministre accuse le Fidesz d'Orban d'avoir reçu un financement illicite russe.

Éclairage Corentin Léotard  
Correspondant à Budapest

Assis l'un à côté de l'autre dans un café sur la place de la Liberté au cœur de Budapest, ils ont presque l'air de deux bons amis. Magomed Dasaïev se présente le premier à la caméra : il est un citoyen russe de Grozny en Tchétchénie et à sa gauche se trouve le Hongrois Gergely Komaromy. Le premier, cheveux courts, fait dans l'importation d'alcool et dans la revente de voitures, tandis que le second, coiffé de dreadlocks, est musicien et activiste politique.

La semaine passée, ce dernier entendait dénoncer la relation entre Viktor Orban et Vladimir Poutine a été condamné à une petite amende pour avoir vandalisé un monument à la mémoire des soldats soviétiques. (La caméra se tourne vers le grand obélisque en question, qui trône sur la place à deux pas du café).

Ce geste a fortement déplu à M. Dasaïev qui s'est enquis de trouver l'individu sur un groupe Facebook russo-phonie : *"Les gens comme lui doivent être neutralisés, la vidéo doit être rendue publique, pour faire réfléchir les autres... Cette ordure n'a pas encore entendu parler des Russes. Je vais lui donner une leçon. Aidez-moi à le trouver !"*

C'est ainsi que Gergely s'est trouvé en telle compagnie, face caméra, à présenter ses excuses au peuple russe, dans une vidéo de trois minutes visionnée plus de deux cent cinquante mille fois sur YouTube.

## La Russie fait-elle chanter Orban ?

Comment se fait-il qu'un Russe – qui se vante de compter des amis au Parlement hongrois – puisse intimi-

der de la sorte un citoyen en Hongrie, sans provoquer de réaction des autorités, s'indigne-t-on dans la classe politique. L'affaire est révélatrice du malaise grandissant qui entoure les relations florissantes entre Viktor Orbán et Vladimir Poutine. Le revirement pro-russe du Fidesz après sa prise de pouvoir en 2010 reste une énigme, jusque dans les propres rangs de ce parti traditionnellement hostile à Moscou.

Et si les Russes détenaient des informations compromettantes, de nature à faire chanter Viktor Orbán ? La folle rumeur court depuis plusieurs semaines, sans être étayée toutefois par de quelconques preuves. Lundi, la suspicion a encore monté d'un cran : l'ancien Premier ministre socialiste Ferenc Gyurcsány, la bête noire du leader hongrois, a jeté un pavé dans la mare en affirmant, lors d'une conférence de presse, avoir vu des *"copies de documents"* prouvant, selon lui, un financement illicite du Fidesz par Moscou. Plus scabreux encore, il a posé un ultimatum de 72 heures (à compter de lundi) au Premier ministre pour que celui-ci l'attaque en justice... ou fasse aveu implicite de culpabilité.

Interpellé par un journaliste, Viktor Orbán a réagi par un grand rire, tandis que son parti a rejeté l'ultimatum en rétorquant dans un communiqué que *"Ferenc Gyurcsány est simplement devenu fou"*.

## Une relation trouble

Intox ou pas, la question russe se pose aujourd'hui en Hongrie avec plus d'acuité. Les manifestations étudiantes en faveur de la Central European University – menacée de fermeture

par une loi sur l'enseignement supérieur – ont rapidement cédé le pas à une contestation plus large du régime et notamment de l'influence grandissante de Moscou.

Mille cinq cents personnes ont manifesté contre cette relation trouble, lundi soir, à proximité de l'ambassade de Russie et du siège du Fidesz. Des sondages tendent aussi à montrer que l'opinion publique – qui n'a jamais compris ni admis cette lune de miel soudaine avec la Russie – semble de plus en plus préoccupée par le tropisme oriental de son dirigeant. Ce qui accroît d'autant l'incompréhension quant à l'entêtement du gouvernement à jouer la carte russe.

Le revirement pro-russe du Fidesz après sa prise de pouvoir en 2010 reste une énigme, jusque dans les rangs de ce parti, par tradition hostile à Moscou.

# Comment Moscou soutient les mouvements extrémistes en Europe centrale

Le 26 octobre 2016, lorsque les agents du Bureau national d'investigation (NNI) ont tenté de mettre la main sur un stock d'armes illégales au domicile d'Istvan Gyorkös, à Bony (ouest de la Hongrie), le vieux leader du Front national hongrois (MNA) n'hésita pas à abattre un officier. L'enquête mena à l'arrestation de dix-huit personnes soupçonnées de préparer des attaques contre des réfugiés et à plusieurs saisies d'armes automatiques et d'explosifs. Le journal "Index" découvrit rapidement que le groupuscule avait l'habitude de réaliser des exercices paramilitaires avec des membres de la Direction centrale du renseignement de l'état-major de l'armée russe (le GRU), déguisés en diplomates.

Ceci n'est que l'un des nombreux exemples de liens entre le Kremlin et des groupuscules extrémistes en Europe centrale, mis en lumière par le centre d'analyses "Political Capital", basé à Budapest. Dans une étude minutieuse à paraître et dont la primeur a été donnée à "La Libre Belgique", "Political Capital" démontre comment une myriade de ces groupuscules d'extrême droite (en Pologne, en Hongrie, en Slovaquie, etc.) ont subitement embrassé la cause de Vladimir Poutine, dans un vaste effort du Kremlin pour miner la stabilité de la région en soutenant ces "fauteurs de troubles" en tous genres.

Une étude démontre comment une myriade de groupuscules d'extrême droite ont subitement embrassé la cause de Poutine.

Le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2014 a représenté un tournant majeur. La fuite à l'automne 2016 des e-mails de Vladislav Surkov – considéré comme le cerveau de l'annexion de la Crimée – a dévoilé "une stratégie de déstabilisation de l'Ukraine", en attisant d'anciens conflits territoriaux avec ses voisins. Il s'agissait, par exemple, d'obtenir l'autonomie (ou la sécession) de la Transcarpatie dans le sud-ouest du pays, dos à la frontière avec la Hongrie, en attisant des conflits entre l'extrême droite ukrainienne et la minorité hongroise qui habite la région, et en mobilisant les organisations irrédentistes en Hongrie, telles que le Mouvement des 64 Comtés (HVIM), ou encore l'Armée des brigands.

Cette stratégie russe du "diviser pour mieux régner", constate "Political Capital", se manifeste également par la mise en relation des mouvements hongrois d'extrême droite avec des organisations séparatistes pro-russes en Europe. Car l'annexion de la Crimée a réveillé de vieux rêves chez les nostalgiques de la Grande Hongrie d'avant 1920. "Cela s'inscrit dans les efforts géopolitiques de la Russie de rendre les frontières plus discutables dans la région et de créer et rouvrir des conflits territoriaux qui pourraient même aboutir à des conflits gelés à l'avenir", analyse "Political Capital".

C. Lt., à Budapest